

GRAU-DU-ROI 2016

8^{ème} CONGRES NATIONAL

RESOLUTION GENERALE

AGIR & REUSSIR ENSEMBLE

Nous avons mis en exergue de la motion d'orientation nationale qui a été validée par 90,46 % des adhérents d'A&I –UNSA cette phrase de Laurent Escure, secrétaire général de notre fédération

« Un syndicalisme ancré dans le camp du réformisme, combatif et clair sur les valeurs républicaines et humanistes. Un syndicalisme qui innove, qui anticipe des défis de notre société, qui permet à celles et ceux qui le font vivre d'être, réellement, libres, ensemble. Ce modèle c'est celui de l'UNSA. »

Ce modèle, nous proposons pour les 4 ans qui viennent de le faire vivre :

- Un choix de société fondé sur un corps de valeurs
- Une « France inquiète » mais qui a avancé depuis 4 ans
- Un syndicalisme de rassemblement et de négociations
- Des revendications intactes

UN CHOIX DE SOCIETE FONDE SUR UN CORPS DE VALEURS

Par delà leurs différences, d'âge, de culture, de grade, de caractère, de métier, les 190 congressistes réunis au Grau-du-Roi, porteurs des mandats de 8165 adhérents du syndicat Administration & Intendance UNSA, ont en commun des valeurs fondamentales du *vivre ensemble*.

Solidarité, laïcité et humanisme s'imposent comme le complément naturel et indispensable du triptyque républicain : liberté, égalité, fraternité. Et la revitalisation de la démocratie sociale (et économique) reste un objectif majeur.

La tentation est grande en effet du repli sur soi, de la défiance vis-à-vis de l'action collective, ou du refuge dans des idéologies xénophobes, nationalistes, populistes et

intégristes, éphémères et illusoire réconforts qui masquent une exploitation, une dépendance encore plus dramatiques.

Le sursaut républicain a eu lieu ! L'histoire nous montre que le combat est permanent et que rien n'est jamais acquis !

Il nous faut résister au piège des réponses simplistes qui évitent de poser les questions justes.

DANS UNE « FRANCE INQUIETE » REAFFIRMER L'IMPORTANCE DU SERVICE PUBLIC

Dans le contexte d'une « France inquiète » la confiance de l'opinion publique dans la fonction publique est essentielle.

Le service public est au cœur de notre identité et de notre modèle de société. Il donne corps aux valeurs de la République. Le service public met en œuvre les droits fondamentaux reconnus à égalité à chaque citoyen, sur l'ensemble du territoire.

Les services publics sont une composante essentielle de notre modèle social et facteurs d'attractivité pour notre pays comme pour ses territoires.

Parce que le service public est au service des citoyens et qu'il tire sa force et sa légitimité de sa relation avec eux, il est donc impératif qu'il évolue et s'adapte. Toutefois les mots « réforme » et « modernisation » ont été détournés de leur sens dans la période 2002-2012 par des politiques publiques régressives comme la RGPP.

Notre syndicat est indépendant des partis politiques et des gouvernants et il n'a pas à relayer leurs mots d'ordre. Il doit dire ce qu'il en est pour les personnels qu'il représente. Il n'a pas à dire que « la France va mieux » mais il peut affirmer que depuis 4 ans des chantiers ont été ouverts tant à la fonction publique qu'à l'Education nationale qui ont redonné des espoirs notamment avec la priorité à la catégorie C, les requalifications d'emplois et le plan « parcours professionnels, carrières, rémunérations-PPCR-

NOTRE SYNDICALISME : RASSEMBLEMENT ET DIALOGUE SOCIAL

A&I UNSA est certainement, dans la fédération et même dans l'union, le syndicat le plus riche, par sa composition. Il s'enorgueillit de la diversité de ses mandants.

Il représente tous les collègues de l'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, de catégories C, B et A titulaires, contractuels et retraités.

Il représente tous les secteurs. Rassembler les collègues de la filière administrative dans les universités, les services académiques et ministériels, les établissements scolaires, Jeunesse et Sports, les grands établissements, les œuvres universitaires, est une richesse. A&I UNSA est le plus important syndicat d'administratifs de la fonction publique d'Etat.

A & I-UNSA est porteur de l'intérêt général. Il n'hésite pas à mettre en perspective l'utilité sociale des métiers qu'il promeut. Il n'oublie jamais que l'administration du système éducatif est au service du public.

A & I-UNSA recherche le dialogue social. Il connaît la stérilité de l'opposition frontale, qui arrange bien ceux de nos interlocuteurs qui s'affranchissent ainsi de toute discussion. Pour notre part, nous mesurons chaque projet, chaque réforme, à l'aune des mandats que nous donnent les adhérents.

En cette période où de futurs candidats à l'élection présidentielle voire des partis républicains de gouvernement proposent de faire subir à la fonction publique des purges drastiques, la réaffirmation d'un certain nombre de principes s'impose.

La défense et la promotion d'une fonction publique statutaire structurée en filières interministérielles de métiers y figure au premier chef. Notre engagement s'inscrit dans la perspective du rassemblement des personnels de la filière administrative de la fonction publique d'Etat au sein de l'UNSA.

Il s'agit pour nous soit de convaincre, soit d'aboutir à un compromis acceptable pour les collègues que nous représentons, soit de laisser à notre interlocuteur la responsabilité de l'obstination stérile et du conflit qui en résultera.

DES REVENDICATIONS CLAIRES ET LUCIDES

Notre congrès a actualisé et clarifié nos mandats. Nous savons ce que nous voulons pour le service public, pour nos métiers, pour nos carrières. Nous savons aussi ce que nous combattons.

Nos priorités sont précisées dans les mandats votés.

La première de toutes est l'amélioration des progressions de carrière et l'exigence de reconnaissance professionnelle.

Nos autres attentes sont les suivantes :

- La réforme de l'Etat qui en termine avec une approche purement quantitative et réductrice des périmètres des services publics au profit d'une approche qualitative du service rendu au public.
- La poursuite de la mise en œuvre de la filière administrative interministérielle et intercatégorielle par la création de corps interministériels à gestion ministérielle -CIGeM- pour les adjoints et secrétaires administratifs.
- La réaffirmation de la place de l'AENES dans l'enseignement supérieur qui a montré compétence, polyvalence et adaptabilité.
- Le refus d'une décentralisation politique de l'enseignement supérieur qui conduirait à ce que les universités deviennent des collectivités locales sans territoire.

- La réaffirmation du rôle des personnels administratifs de l'Etat dans la mise en œuvre de l'action éducatrice y compris chez les personnels travaillant dans le secteur de Jeunesse et Sports au sein d'un pôle éducatif.
- Une vraie association des collectivités locales qui ne soit pas une régionalisation politique de l'Education nationale

Voilà quelques unes des priorités que notre congrès a définies pour la période qui s'ouvre.

Au Grau-du-Roi, les échanges ont fortifié les militants que nous sommes. Nous ne devons pas être à la traîne des évolutions sociétales, politiques... les structures évoluent et avec force et vigueur nous devons évoluer aussi.

Le congrès nous a donné des forces pour agir. Notre énergie sera aussi au service de la syndicalisation forte propice à l'émancipation de nos collègues. Nous prendrons toute notre place pour gagner avec notre Union et notre fédération les élections professionnelles de 2018.